



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'Environnement
de la Coordination et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant prescriptions spéciales dans le cadre de la prolongation
de l'autorisation d'exploiter une carrière
aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur le territoire de la commune de
PARÇAY-SUR-VIENNE par la société CARRIÈRES MORIN.**

DECAT/BE/N° 21 500

référence à rappeler

LE PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU :

- le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- l'article L.512-20 du code de l'environnement qui prévoit que « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. (...)* » ;
- la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral n° 14 334 du 05/01/1995 autorisant la société BIENVENU à exploiter une installation de broyage, criblage, lavage de sables et graviers à Parçay-Sur-Vienne au lieu-dit « Prézault » ;
- l'arrêté préfectoral n° 15 817 du 17 janvier 2001 autorisant les sociétés Carrières du Maine et de la Loire (C.M.L) et RAGONNEAU SA, à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière dite de « Prézault » à Parçay-Sur-Vienne ;

- l'arrêté préfectoral n° 21 095 du 31/12/2021 portant mutation au profit de la Société d'Exploitation RAGONNEAU (SEE RAGONNEAU) l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers située aux lieu-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur le territoire de la commune de Parçay-Sur-Vienne (37220) et modifiant les conditions d'exploiter ;
- l'arrêté préfectoral n° 21 250 du 24/10/2023 portant changement d'exploitant au profit de la société CARRIÈRES MORIN l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers située aux lieu-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur le territoire de la commune de Parçay-Sur-Vienne (37220) précédemment délivrée à la Société d'Exploitation RAGONNEAU (SEE RAGONNEAU) ;
- l'arrêté préfectoral n° 21 324 du 11/06/2024 portant modification des conditions de remise en état de la carrière de sables et graviers située aux lieu-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault », exploitée par la société CARRIÈRES MORIN sur le territoire de la commune de Parçay-Sur-Vienne (37220) ;
- l'arrêté préfectoral n° 21 483 du 9/01/2026 portant modification des conditions de remise en état de la carrière de sables et graviers située aux lieu-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault », exploitée par la société CARRIÈRES MORIN sur le territoire de la commune de Parçay-Sur-Vienne (37220) ;
- la demande du 15 janvier 2026 reçue en préfecture le 19 janvier 2026 , présentée par Monsieur Eric LIGLET agissant en qualité de Président de la société CARRIÈRES MORIN, dont le siège social est situé au 1, rue de la Poudrerie, lieu-dit « La Ballastière » à Saint-Pierre-des-Corps 37700, aux fins d'obtenir une prolongation de l'autorisation d'exploiter, pour une durée de 5 années, une partie de la carrière de sables et graviers située aux lieu-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » d'une surface de 19 ha 00 a 52 ca pour en permettre la remise en état ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 février 2026;
- la mise à disposition du public du dossier du pétitionnaire dans le cadre de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement, du lundi 2 mars au lundi 16 mars 2026;
- l'absence d'observation du public dans les délais prévus par l'avis de consultation du public par voie électronique ou les observations du public recueillies lors de la consultation du public par voie électronique ;
- l'absence d'observation de l'exploitation sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance par courriel du 17 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- le gisement a été complètement exploité avant l'échéance de l'autorisation fixée au 16 janvier 2026, mais une partie du site représentant une superficie de 19 ha 00 a 52 ca n'est pas remise en état conformément aux dispositions prescrites ;
- le rythme d'apport en matériaux de remblaiement n'a pas été suffisant durant la période d'exploitation du précédent exploitant, ce qui a conduit à générer un retard significatif dans la remise en état du site qui n'a pas pu être rattrapé par la société CARRIÈRES MORIN, exploitant de la carrière depuis fin 2023 ;
- le volume de matériaux inertes nécessaires pour finaliser la remise en état de la carrière est évalué à 192 746 m³, soit environ 350 000 tonnes ;

- l'exploitant propose, compte-tenu de sa capacité limitée à capter des matériaux de remblais (pas de double flux possible), un phasage de remise en état s'étalant sur 5 années jusqu'au 16 janvier 2031, pour restituer la partie de carrière restant à réaménager dans les conditions prescrites par l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2026 (état agricole) ;
- la demande de la société CARRIÈRES MORIN porte uniquement sur la remise en état sans aucune extraction ;
- le montant des garanties financières à cautionner pour la durée d'exploitation quinquennale sollicitée a été calculé ;
- les cinq années d'exploitation supplémentaires sollicitées permettent de respecter le seuil de trente ans (17/01/2001 → 16/01/2031) prescrit par l'article L.515-1 du code de l'environnement ;
- la prorogation d'autorisation d'autorisation sollicitée par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploitation de la carrière dans la mesure où elle porte uniquement sur la remise en état du site sans extraction ;
- l'autorisation d'exploiter accordée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 15 817 du 17 janvier 2001 est échue depuis le 16 janvier 2026.

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre et Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire de l'Autorisation

La société CARRIÈRES MORIN, dont le siège social est situé au 1, rue de la Poudrerie, lieu-dit « La Ballastière », à Saint-Pierre-des-Corps (37700), est autorisée à poursuivre jusqu'au 16 janvier 2031 l'exploitation d'un secteur de la carrière sise aux lieux-dits « La Blissière », « La Tannerie » et « Prézault » sur le territoire de la commune de Parçay-Sur-Vienne (37220), uniquement aux fins de sa remise en état.

Le secteur précité, sis au lieu-dit « Prézault », porte sur une superficie de 19 ha 00 a 52 ca et concerne les parcelles suivantes : section ZE n°s 58, 59, 60 pp, 89, 105, 146 et 148 de la commune de Parçay-Sur-Vienne.

Article 2 : Conformité au dossier de porter à connaissance.

Les travaux de remise en état du site sont réalisés conformément aux plans et données techniques figurant dans le dossier de porter à connaissance du 15 janvier 2026, reçu en préfecture d'Indre-et-Loire le 19 janvier 2026, sauf dispositions contraires prévues par le présent arrêté.

En tout état de cause la remise en état finale est conforme aux dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 21 483 du 9/01/2026 susvisé.

Article 3 : Nature des installations

Pendant la poursuite de l'activité les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ou par une rubrique de la nomenclature eau, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

| Rubrique ICPE | Régime | Désignation simplifiée | Caractéristiques de l'installation |
|---------------|--------|--|--|
| 2510-1 | A | Exploitation de carrières | Emprise de 19 ha 00 a 52 ca. Pas de production ni de commercialisation de matériaux |
| 2517-1 | E | Station de transit de produits minéraux | Superficie de 15 000 m ² |
| Rubrique IOTA | Régime | Désignation simplifiée | Caractéristiques de l'installation |
| 1.1.1.0 | D | Piézomètre de surveillance des eaux souterraines | 8 piézomètres existants et 1 à créer. Dès l'abandon du secteur déjà réaménagé, non concerné par la prorogation accordée par le présent arrêté, maintien de 4 piézomètres : 2 en amont et 2 en aval hydraulique du secteur prorogé. |

A : autorisation ; E : Enregistrement ; D : déclaration.

Article 4 : Garanties financières

Article 4.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les opérations de remise en état prévues de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Article 4.2 Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

La remise en état est menée en une période quinquennale, à laquelle correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

| Période | S1 en ha (C1 = 15 555 €/ ha) | S2 en ha (C2 = 34 070 €/ ha) | S3 en ha (C3 = 17775 €/ha) | TOTAL en € TTC (α = 1.388) |
|---------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| 1 (0 à 5 ans) | 0,99 | 8,38 | 0,12 | 420 594,00 € |

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au mois d'octobre 2025 soit 130,5 (JO du 13/12/2025).

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Article 4.3 Établissement des garanties financières

Dans le mois suivant la publication du présent arrêté, et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 utilisée pour le calcul des garanties financières.

Article 4.4 Renouvellement du montant des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 4.3 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 4.6 Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions de remise en état du site.

Article 4.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 5 : Cessation d'activité

L'usage futur à prendre en compte, pour le secteur de la carrière concerné par le présent arrêté, est un usage de type agricole.

La cessation d'activité devra être réalisée conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement .

Article 6 : Remise en état du site

Article 6.1 : Généralités

La remise en état du site respecte les dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral n° 15817 du 17 janvier 2011, modifiées en dernier lieu par celles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°21483 du 9 janvier 2026.

Article 6.2 : Phasage de la remise en état

L'avancement de la remise en état doit être réalisé conformément au plan de phasage présenté en annexe 1 du présent arrêté.

Article 6.3 : Remblayage

Les déchets inertes internes au site (résidus, stériles et morts-terrains) sont prioritairement employés pour la remise en état du site.

Seuls les déchets inertes extérieurs suivants sont admis pour le remblayage de la carrière :

| CODE DÉCHET ⁽¹⁾ | DESCRIPTION ⁽¹⁾ | RESTRICTIONS |
|-----------------------------------|--|---|
| 17 01 01 | Béton | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 02 | Briques | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 03 | Tuiles et céramiques | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 07 | Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses | Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 02 02 | Verre | Sans cadre ou montant de fenêtres |
| 17 05 04 | Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse | A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés |
| 19 12 05 | Verre | Triés |
| 20 02 02 | Terres et pierres | Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe (hors sites contaminés) |

⁽¹⁾ Les codes déchets et leur description sont détaillés en annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000

Les déchets suivants sont interdits et font l'objet d'une procédure de refus systématique à l'entrée de la carrière :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les déchets d'amiante lié et les matériaux en contenant ;
- les déchets d'enrobés bitumineux ;
- les déchets présentant au moins une propriété de danger, ou radioactifs.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission énoncés ci-dessus.

Le remblayage de la carrière avec les déchets inertes extérieurs est organisé de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Des mesures sont prises afin de réduire les nuisances pouvant résulter des opérations de remblayage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

6.3.1 Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant de la carrière met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation, a minima :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets ;
- le cas échéant, la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. L'exploitant s'assure que les déchets sont conformes à l'article 6.3 du présent arrêté et qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis sur l'installation.

6.3.2 Procédure d'admission des matériaux extérieurs.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.

Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets attestant de la conformité des déchets à leur destination, et indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- la référence au document d'acceptation préalable.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 6.3.1.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

L'exploitant met en place une procédure d'admission écrite des déchets extérieurs admis en remblai, dans laquelle est notamment précisée la liste des matériaux conformes, ainsi que la procédure de refus en cas de matériaux non-conformes. Cette procédure est parfaitement connue du personnel chargé de l'accueil et de la gestion des matériaux sur le site jusqu'à leur mise en remblai.

Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. Cette aire peut si nécessaire, être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois, etc.) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet et installées à proximité immédiate. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés a minima :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets(en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé de réception.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets, et le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'installation expéditrice le cas échéant ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la masse des déchets entrants, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation ;
- le numéro du bordereau de suivi ;

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

L'exploitant tient à jour un plan topographique. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pré-cité (maillage de 30 mètres sur 30 mètres maximum).

Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Plan de gestion des déchets

Le plan de gestion des déchets d'extraction est mis à jour compter de la notification du présent arrêté.

Article 8 : Prélèvements et consommations d'eau

Aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), n'est autorisé.

Article 9 : Infrastructures et installations

Article 9.1 : Information des tiers

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 9.2 : Bornage

L'exploitant est tenu de laisser en place les bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux de remise en état du site.

Article 9.3 : Accès et circulation dans l'établissement

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux d'autre part, à proximité des zones clôturées.

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 9.4 : Ravitaillement et entretien

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Article 9.5 : Élimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Article 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles, et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Article 11 : Surveillance des eaux souterraines

Article 11.1 : Réseau de surveillance

L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué de 8 piézomètres existants et 1 à créer.

Dès l'abandon du secteur déjà réaménagé (procédure en cours), non concerné par la prorogation accordée par le présent arrêté pour la remise en état, seuls 4 piézomètres seront maintenus sur le site pour le suivi de la qualité des eaux souterraines : 2 en amont et 2 en aval hydraulique du secteur à réaménager.

L'emplacement de l'ensemble des piézomètres précités est porté sur le plan en annexe 2 du présent arrêté.

Article 11.2 : Fréquences et modalités de l'auto surveillance

En chaque point du réseau de surveillance constitué des 4 piézomètres situés au droit du secteur à réaménager (PZ3, PZ5, PZ7 et PZ24), des échantillons sont prélevés **tous les semestres** (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

| Paramètres | Fréquence des analyses | Méthodes de référence |
|---------------------------------------|-------------------------------|---|
| Niveau piézométrique | Semestrielle | - |
| Température | Semestrielle | - |
| pH | Semestrielle | NF T 90008 |
| Conductivité | Semestrielle | - |
| Matières en suspension totales (MEST) | Semestrielle | NF EN 872 |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | Semestrielle | NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l) |
| Hydrocarbures (HCT) | Semestrielle | NF EN ISO 9377-2 + XP T 90124 ou NF M 07-203 |

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence.). Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

Article 11.3 : Cessation d'utilisation d'un piézomètre

L'abandon de l'ouvrage doit être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

L'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués.

Article 12 : Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;

- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection ;

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Article 13 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 14 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de PARÇAY-SUR-VIENNE et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de PARÇAY-SUR-VIENNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre et Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 15 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet d'Indre-et-Loire – Direction de l'Environnement, de la Coordination et de l'Appui Territorial – bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9 ;

- un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

Article 16 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, monsieur le directeur général de l'environnement, de l'aménagement et du logement et monsieur le maire de PARÇAY-SUR-VIENNE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIÈRES MORIN par lettre recommandée avec avis de réception.

Tours, le 23 MARS 2026

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Florence GOUACHE

Annexe 1 : Plan de phasage de la remise en état.



Annexe 2 : Plan de localisation des piézomètres



